



Our Reference: OTP-CR-209/13

The Hague, Thursday, 18 July 2013

Dear Sir, Madam

On behalf of the Prosecutor, I thank you for your communication received on 20/6/2013, as well as any subsequent related information.

As you may know, the International Criminal Court ("the ICC" or "the Court") is governed by the Rome Statute, which entrusts the Court with a very specific and carefully defined jurisdiction and mandate. A fundamental feature of the Rome Statute is that the Court may only exercise jurisdiction over persons for the most serious crimes of concern to the international community as a whole, namely genocide, crimes against humanity and war crimes. These crimes are carefully defined in the Rome Statute (Articles 6 to 8) and further elaborated in the Elements of Crimes, adopted by the Assembly of States Parties.

Based on the information currently available, the conduct described in your communication does not appear to fall within these stringent definitions. Accordingly, as the allegations appear to fall outside the jurisdiction of the Court, the Prosecutor has confirmed that there is not a basis at this time to proceed with further analysis. The information you have submitted will be maintained in our archives, and the decision not to proceed may be reconsidered if new facts or evidence provide a reasonable basis to believe that a crime within the jurisdiction of the Court has been committed.

I hope you will appreciate that with the defined jurisdiction of the Court, many serious allegations will be beyond the reach of this institution to address. I note in this regard that the ICC is designed to complement, not replace national jurisdictions. Thus, if you wish to pursue this matter further, you may consider raising it with appropriate national or international authorities.

I am grateful for your interest in the ICC. If you would like to learn more about the work of the ICC, I invite you to visit our website at www.icc-cpi.int.

Serey Sam
chairmenknlf@gmail.com

Yours sincerely,

M.P. Dillon
Head of the Information & Evidence Unit
Office of the Prosecutor



Notre référence: OTP-CR-209/13

La Haye, jeudi 18 juillet 2013

Madame, Monsieur,

Au nom du Procureur, je vous remercie de votre communication, reçue le 20/6/2013, ainsi que de tout autre renseignement connexe envoyé subséquemment.

Comme vous le savez peut-être, la Cour pénale internationale (ci-après nommée la "CPI" ou la "Cour") est régie par le Statut de Rome, lequel confère à la Cour une compétence et un mandat particuliers et bien définis. L'un des aspects fondamentaux du Statut de Rome est la stipulation que la Cour peut seulement avoir compétence sur les personnes accusées des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale, notamment le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Ces crimes sont bien définis dans le Statut de Rome (articles 6 à 8) et sont expliqués en profondeur dans le document *Éléments des crimes*, lequel a été adopté par l'Assemblée des États Parties.

Selon les renseignements dont nous disposons actuellement, le comportement décrit dans votre communication ne semble pas correspondre aux définitions strictes prévues. Par conséquent, comme les allégations ne semblent pas relever de la compétence de la Cour, le Procureur a confirmé qu'il n'existe actuellement aucune base justifiant une analyse plus poussée. Les renseignements que vous avez soumis seront versés dans nos archives, et la décision de ne pas poursuivre l'analyse pourra être revue si de nouveaux faits ou éléments de preuve fournissent une base raisonnable de croire que les allégations relèvent de la compétence de la Cour.

J'espère que vous comprenez que compte tenu de sa compétence, telle qu'elle est définie, la Cour ne pourra instruire bon nombre d'allégations graves. À ce sujet, je vous fais remarquer que la CPI a été conçue pour être le complément des juridictions nationales, et non pour les remplacer. Ainsi, si vous souhaitez poursuivre cette affaire, vous pourrez peut-être songer à la soumettre aux autorités nationales ou internationales compétentes.

Si vous désirez en apprendre davantage sur le travail de la CPI, vous pouvez consulter notre site Web, au www.icc-cpi.int. Je vous remercie de l'intérêt porté à la CPI et vous prie, Madame, Monsieur, de recevoir mes salutations cordiales.

Serey Sam
chairmenknlf@gmail.com

M.P. Dillon
Chef de l'unité des informations et
des éléments de preuve
Bureau du Procureur